

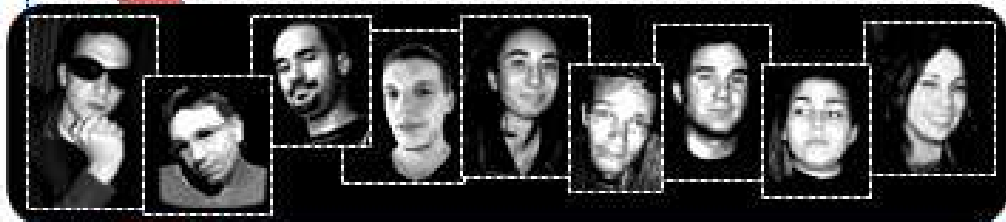
Qui sommes nous ?

Il y a bientôt 15 ans, l'UNEF, ou plutôt l'UNEF-ID, était un syndicat étudiant qui n'avait d'indépendant et de démocratique que le nom. Chaque tendance ou sensibilité était ouvertement rattachée à un parti ou à un courant politique. DEMOS n'échappait pas à la règle, c'était la sensibilité des « fabusiens ».

En 1992, tout bascule. La majorité explose et dans un bruit de tonnerre ceux qui la quittent, autoproclamés Tendance Indépendance et Démocratie, dénoncent l'absence d'indépendance politique, le scandaleux système des mandats et même le financement occulte de la MNEF. Au congrès de 94, alors que DEMOS a rejoint la TID, nous prenons la direction du syndicat qui change de majorité pour la première fois de son histoire. Ce jour-là nous quittons définitivement Fabius pour ne nous consacrer qu'au syndicalisme étudiant autour des thèmes qui nous sont chers : l'assurance d'un cadre laïc pour nos études, la construction d'un front étudiant européen, l'égalité face à l'allocation d'étude.

Nous appartenons à une majorité construite en oppositions à ceux qui hier, devenus militants politiques professionnels, avaient oublié leur responsabilité première de syndicalistes étudiants. En phase avec son milieu, aujourd'hui plus que jamais DEMOS reste attachée à cette indépendance qui la caractérise. Nous ne sommes que des étudiants, il n'y a pas parmi nous de professionnels du syndicalisme.

Face à ce vent de division que souffle le libéralisme sur notre société, la défense de l'universel reste d'actualité : la laïcité est le premier de nos combats. Éclectique, ouverte presque mosaïcale, notre sensibilité continue, en toute indépendance, à poursuivre son combat primordial pour une université laïque, miroir d'une société métissée.



80ème Congrès de l'UNEF
22, 23, 24 et 25 Mars 2007

100 ans



Numero Special centenaire

Revue de Demos,
Sensibilité de la Majorité Nationale

Edito

Nathalie Beauval
Bureau National,
responsable de la sensibilité Démon



Rien ne va plus.

Alors que la cyber sphère rêve déjà au monde un nouveau visage, métissé, libre, sans frontières, le monde réel lui semble marqué d'un réel danger de balkanisation à l'échelle planétaire.

Plus de 200 ans après la révolution française, tout amenait à croire pourtant que les idées des Lumières étaient sur la bonne voie : droits du citoyen, abolition de l'esclavage, loi de séparation de l'Église et de l'État, abolition de la peine de mort... Certes, les avancées sur deux siècles sont considérables.

Pourtant aujourd'hui, tout semble remis en cause. En tentant diverses oppositions générationnelles, sociales entre autres, le libéralisme cherche à nous diviser pour mieux établir l'ordre d'une caste privilégiée. Alors que certains se prirent à rêver d'un monde libre de citoyens égaux, tous nos acquis semblent aujourd'hui bien fragiles.

Alors que les libéraux veulent nous faire croire que l'heure serait forcément à savoir comment tirer son épingle du jeu, nous préférons, nous, nous pencher sur l'Histoire dont les enseignements nous dictent la conduite. Face à ceux qui, craignant la perte de leurs privilèges, de leurs petits pouvoirs, préférèrent détruire ce qu'ils avaient hier construits, l'UNEF et ses militants surent opposer une détermination à toute épreuve qui permit de nombreuses victoires.

Défendre haut ses convictions, sans jamais se laisser distraire par ceux qui, craintifs ou jaloux, soufflent la division, n'est pas chose facile. Aujourd'hui comme depuis 100 ans, l'UNEF s'est toujours relevée de ceux qui tentèrent de la réduire à néant. Forte face aux tentatives de divisions en tous genres, l'UNEF a su garder la tête haute, et avancer. Elle fête aujourd'hui 100 ans de victoires.

N'ayons donc aucune crainte devant cette société qui se transforme et dont nous voyons sans doute aujourd'hui se dessiner, y compris à travers des organisations telles que la nôtre, le reflet. Un siècle d'engagement ça se fête. Nos victoires passées, notre histoire, au moins pour les 100 prochaines années qui s'annoncent, nous guideront !

Et à ceux que notre victoire dérange, affichons un optimisme à toute épreuve, souvenons nous de ces quelques mots d'Histoire : "A Vous la France du prêtre, à Vous celle du progrès ; à Vous la France du fanatisme, à Vous celle de l'intelligence ; à Vous l'idée, à Vous l'ignorance ; à Vous le crime, à Vous l'humanité". Parce que nos convictions sont fortes, nous n'aurons jamais peur de perdre. Car quand bien même on nous réduirait à l'état de cendres... il suffira de souffler un peu pour que reprennent les braises !

L'UNEF fête 100 ans de syndicalisme étudiant. Cette année à peine commencée succède également au 60ème anniversaire de la charte de Grenoble, texte fondateur dont est empreinte notre organisation.

Préambule

Les représentants des étudiants français, légalement réunis au Congrès national à Grenoble le 24 avril 1946, conscients de la valeur historique de l'époque ;

- Où l'Union française élabore la nouvelle déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen
- Où s'édifie le Statut pacifique des Nations
- Où le monde du travail et de la jeunesse dégage les bases d'une révolution économique et sociale au service de l'Homme
- Affirment leur volonté de participer à l'effort unanime de reconstruction,
- Fidèles aux buts traditionnels poursuivis par la jeunesse étudiante française lorsqu'elle était à la plus haute conscience de sa mission,
- Fidèles à l'exemple des meilleurs d'entre eux, morts dans la lutte du peuple français pour sa liberté
- Constatant le caractère périmé des institutions qui les régissent
- Déclarent vouloir se placer, comme ils l'ont fait si souvent au cours de notre Histoire, à l'avant-garde de la jeunesse française, en définissant comme bases de leurs tâches et de leurs revendications les principes suivants :

Article 1

L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel.

Droits et devoirs de l'étudiant en tant que jeune :

Article 2

En tant que jeune l'étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière, dans les domaines physique, intellectuel et moral.

Article 3

En tant que jeune l'étudiant a le devoir de s'intégrer à l'ensemble de la jeunesse mondiale.

Droits et devoirs de l'étudiant en tant que travailleur :

Article 4

En tant que travailleur, l'étudiant a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garanties par le libre exercice des droits syndicaux.

Article 5

En tant que travailleur, l'étudiant a le devoir d'acquérir la meilleure compétence technique.

Droits et devoirs de l'étudiant en tant qu'intellectuel :

Article 6

En tant qu'intellectuel, l'étudiant a le droit à la recherche de la vérité et à la liberté qui en est la condition première.

Article 7

En tant qu'intellectuel, l'étudiant a le devoir :

- De définir, propager et défendre la vérité, ce qui implique le devoir de faire partager et progresser la culture et de dégager le sens de l'Histoire.
- De défendre la liberté contre toute oppression, ce qui, pour l'intellectuel, constitue la mission la plus sacrée.



Ont participé à la rédaction de ce Des Mosaïques :

Nathalie BEAUVAL (BN)

Guillaume LEGAL (BN)

Hadrien RÉGENT

Anaïs LEAL

Antoine JASZCZUK

Sandra WYSOCKI

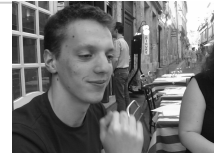
Adil ZOUAHRI

Ahmed MEGUINI

(militant et journaliste)



Un peu d'Histoire....



UNEF

En 1954 la France s'engage activement dans un conflit qui a commencé au lendemain de la guerre par le massacre de Sétif et qui ne se finira que huit ans plus tard par les accords d'Evian. Ces premiers « troubles » en Algérie passent quasi-inaperçus parmi les étudiants. Ce seront les étudiants de la JEC (jeunesse étudiante chrétienne) et les étudiants socialistes qui mettront en lumière les réalités de la colonisation algérienne. La « mino » syndicale était née. La suite, tout le monde la connaît, s'en suit un affrontement entre les « majos » apolitiques, colonialistes voire fascistes et la mino progressiste qui verra porter cette dernière à la présidence en 1956.

Dès lors l'UNEF nationale s'engage pour la paix et contre l'escalade militaire menée par le gouvernement Guy Mollet. La radicalisation des revendications indépendantistes au début des années 60 verront le départ d'une partie des « majos » de l'union nationale. L'UNEF se voit alors supprimer par le gouvernement gaulliste ses subventions nationales ainsi que ses représentants nationaux au profit de la FNEF nouvellement créée. En réalisant cela l'UNEF a montré pour la première fois de son histoire que ses valeurs avaient plus d'importance que le pouvoir qu'elle possédait.



Ce choix très marquant pour notre organisation a durablement lancé l'UNEF sur la voie syndicale. La loi Faure, loi scélérate ne fera pas trembler l'UNEF dite US. Celle-ci fera le choix du boycott pour les élections universitaires. Successivement l'UNEF US puis l'UNEF ID n'hésiteront pas à boycotter les élections universitaires ou les élections du CROUS qu'elles estimeront contraires aux règles démocratiques. Notre organisation a ainsi souvent plus fait le choix du contre-pouvoir, plutôt que celui de la conquête du pouvoir. En 1992, le rapport au pouvoir remet en cause l'indépendance du syndicat. La ligne d'indépendance et d'unité autour des valeurs syndicales est devenue majoritaire par la suite.

L'Histoire nous apprend beaucoup de choses, elle nous révèle entre autre la nécessité pour l'UNEF du choix de ses valeurs avant celui du pouvoir. Aujourd'hui plus que jamais nous devons faire de l'UNEF un véritable contre-pouvoir indépendant et unificateur de la jeunesse.





Contribution de la sensibilité Démon au congrès de Lille de 2007.

IL FAUT CHANGER LE MONDE!

L'Allocation autonomie est un point de départ !

« On commence par dire : cela est impossible pour se dispenser de le tenter, et cela devient impossible, en effet, parce qu'on ne le tente pas. » Charles Fourier

L'UNEF s'apprête à fêter son centenaire. Notre organisation a depuis un siècle largement contribué à la démocratisation de l'enseignement supérieur et donc par là-même à la progression des jeunes dans la société. Ce congrès sera l'occasion de revenir sur 100 ans de luttes et de victoires : logement étudiant, accès aux soins, aides sociales... jusque dans le retrait du CPE.

Si l'UNEF a déjà apporté de nombreux remèdes, les inégalités dans la jeunesse et par répercussion, dans la société, demeurent. Mouvement Fillon, révolte des "quartiers", mouvement « génération précaire », collectif "Devoir de Mémoire" jusqu'au CPE : la jeunesse est en crise. Première victime de toutes les injustices, notre génération a marqué son refus d'une société précarisée, morcelée où le repli aux seules stratégies individuelles serait la seule perspective.

A l'heure où un étudiant sur deux est obligé de se salarier pour financer ses études, le pari de la démocratisation de l'enseignement supérieur est encore loin d'être gagné. L'accès de tous à la connaissance commence en donnant les moyens à la jeunesse d'être autonome. Mettre fin au système de reproduction sociale, cela en passe par notre propre capacité à mettre de côté les considérations "fils/fille de". En attirant l'attention sur la situation propre de chaque individu, s'est acter que le renvoi à la situation d'origine n'est pas plus logique dans un sens que dans un autre. Parce que nous refusons le fatalisme et le déterminisme, nous voulons donc une allocation d'autonomie d'un montant égal pour chacun.

Mais si la période de la jeunesse est la seule période de la vie qui n'est pas protégée, en réalité la dépendance continue de peser sur un individu jusqu'au dernier jour de sa vie. En cela que sa situation propre et ses perspectives de vie sont entièrement définies de son rapport à l'emploi : son revenu, sa retraite, ses allocations chômage... Les métiers de cadres n'attirent pas plus les enfants issus des milieux aisés

que les métiers précaires n'attirent ceux issus des milieux défavorisés, mais l'origine reste en effet le premier critère définissant le parcours individuel. Ainsi l'acquisition d'un emploi s'impose de façon plus ou moins urgente, plus ou moins librement. Pour celui qui ne dispose pas d'un patrimoine suffisant, faire des études ou encore prendre le luxe de choisir un emploi conforme à ses désirs est un risque, autant que de le perdre. En effet, les allocations chômage sont limitées, et le revenu minimum mis en place actuellement ne permet pas de vivre, tout au mieux de survivre.

Etudiants, salariés ou sans emploi, tous ont donc aujourd'hui en commun d'être "précaires" : c'est-à-dire dont l'activité ne s'exerce que grâce à une autorisation révocable. Tous ont donc en commun cette incertitude de sombrer du jour au lendemain dans un état de pauvreté sociale.

Voilà pourquoi, non seulement nous voulons une allocation autonomie pour tous les jeunes, mais au-delà, parce qu'elle constitue la première pierre vers une allocation autonomie universelle pour l'ensemble de la société. Seul la mise en place d'un revenu de base, régulier, pour tous les âges et couvrant l'ensemble des besoins indispensables au quotidien permettra un statut libre, émancipé pour chaque individu de notre société.

Marqués par plusieurs années de libéralisme acharné, il nous faut redonner sens aux fondamentaux de notre République laïque. Dans une société aussi riche que la nôtre, chacun à son échelle participe à la création de la richesse, il est donc normal que soit mis en place un revenu pour tous, déconnecté du salariat et qui sera garant d'une réelle redistribution des richesses. Au fond ce que nous voulons, c'est changer le monde, ainsi disait Guy Debord. Nous voulons le changement le plus libérateur de la société et de la vie où nous nous trouvons enfermés.

Nathalie BEAUVIAL, Rouen, BN
 Romain BREHIER, Pdt d'AGE du Havre
 Jonathan Halimi, 3
 Guillaume LEGAL, VPE de Rouen, BN
 Hadrien REGENT, Pdt d'AGE de Rouen
 Frédéric Vigouroux, INALCO, CC
 Sandra WYSOCKI, SG de Rouen

Remerciements :

Démon et l'ensemble de ses militants tient à tirer sa révérence sur 100 ans d'engagement. A l'occasion d'un congrès historique nous tenons également à exprimer nos remerciements à ces militants lointains ou encore proches qui depuis plus de 15 ans ont fait vivre et font vivre la sensibilité qui nous anime au sein de la majorité nationale. Nous tenons tout particulièrement à saluer Arnauld, Pierre, Jean Baptiste, Etienne, Julien, Aurélia, notamment à qui nous devons beaucoup mais aussi Chareille, Marie, Laurent, Benoît H, Assad, Etienne H, Anne, Angélique, Manes, Anaïs LT, Rodrigue, Séverine, Mickaël, Matthieu, Hubert, Abdoul, Matnico, Benoît T, Karima, Hélène, Jérémy, Ahmed compagnons de la première heure sans qui nous ne serions sans doute pas là aujourd'hui.



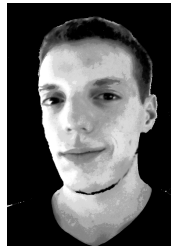
Égalité pour tous !



Sans sécurité sociale, n'ayant pas le droit à la restauration universitaire, ni aux bourses... la liste est longue pour cette partie des étudiants exclus du système. Les étudiants sans droits ou avec des droits dégradés sont aujourd'hui de plus en plus nombreux. Le cas des étudiants étrangers nous est bien sûr familier. Discriminés par rapport aux bourses sur critère sociaux et à l'allocation d'étude, ils représentent ainsi plus de 200 000 étudiants dépendants de la situation sociale de leurs parents. Le salaire de ces derniers étant dans la plupart des cas très modeste, ces étudiants sont le plus souvent remis à eux même et à la bonne volonté de leur employeur. C'est ainsi que fleurissent les heures sups non payées, les contrats précaires (CNE...) et même les emplois non déclarés. D'une situation où certains n'ont pas de droit on arrive à des situations de non droit : des étudiants qui pour ne pas mourir de faim se retrouvent forcés de travailler jusqu'à 48h par semaine au « black ». Consciente du problème, notre organisation à mainte fois tirée la sonnette d'alarme. Aujourd'hui elle réclame « l'Égalité des Droits » entre les étudiants français et étranger en matière d'aide sociale, c'est d'ailleurs l'une des sept revendications de la campagne d'interpellation.

Mais les inégalités en matière de droits étudiants sont aujourd'hui bien plus large et touchent de plus en plus d'étudiants. La première provient de la branche d'étude. Historiquement que l'on soit sous la dépendance du ministère de la culture, du ministère de la santé, ou du ministère de l'éducation nationale, les droits étudiants sont différent en matière d'aide sociale. Les étudiants infirmiers ainsi que les étudiants en école d'art n'ont pas tous accès à la restauration universitaire. Aucun d'entre eux n'a accès au système d'aide sociale du

CROUS. Aujourd'hui, par la multiplication des écoles ou des formations privées ne dépendant pas du ministère de l'éducation nationale il est temps de réagir. La situation est parfois troublante lorsque l'on sait que certains étudiants en école n'ont même pas accès à la sécurité sociale étudiante. Certaines formations post bac ne garantissent même pas la couverture des droits étudiants. A l'heure de la privatisation rampante de l'enseignement supérieur imposée par le patronat et l'Union Européenne, il nous faut réaffirmer l'égalité de traitement entre tous les étudiants. Cela passe bien évidemment par le service public. Il faut aujourd'hui régler au niveau national, les formations et les écoles afin que toute dépendent désormais du ministère de l'enseignement supérieur. Tous les étudiants doivent pouvoir bénéficier aujourd'hui du service public du CROUS. Tous doivent avoir un accès égal à des études d'enseignement supérieur par des conditions et des droits égaux qu'aujourd'hui seule l'université doit être amenée à garantir.



Ainsi la question de l'égalité des droits entre les étudiants passe par l'unification de l'enseignement supérieur. Elle est la meilleure garantie d'un système d'éducation égalitaire... Afin que nous ayons tous accès aux mêmes droits qu'ils soient scolaires ou sociaux sans discriminations liée à l'établissement, à la filière, à la nationalité... « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » Art 1. DDHC 1789.

L'engagement pour tous



Alors que certains se féliciteront - pas forcément à tort d'ailleurs- de notre nombre d'adhérents qui n'a pas été aussi élevé depuis quelques années, il faut pourtant nous rappeler que dans les années 50 plus de la moitié des étudiants étaient syndiqués. Si il est évident que l'omniprésence de la pensée néolibérale constitue une explication de la désaffection des syndicats par les étudiants en ce qu'elle fait primer la réussite personnelle et immédiate sur l'amélioration des conditions de vie pour les générations d'étudiants à venir l'UNEF ne peut cependant pas s'exonérer de toute remise en question.

Nous devons nous demander pourquoi les étudiants salariés ne représentent pas une plus grande partie de nos militants ou du moins de nos adhérents tout comme il serait intéressant de connaître les chiffres exacts d'étudiants salariés, boursiers, en double cursus... parmi nos militants. Le type de militantisme qu'exige la rigueur d'une structure telle que l'UNEF demande du temps or, à l'heure où un étudiant sur deux travail pour financer ses études, le militantisme, tel que nous le connaissons semble bien difficilement compatible avec une activité salariée... Pourtant, nous ne pouvons nous priver de la

richesse de regrouper parmi nos militants, premiers représentants du projet de l'UNEF, les plus précaires d'entre nous...

L'UNEF doit rester en phase avec son milieu, comme elle en a fait la démonstration sur le mouvement anti-CPE. Pour éviter de se priver de son éclectisme, notre organisation doit aujourd'hui tirer des enseignements de la réussite des mouvements altermondialistes tels que les Enfants de Don Quichotte ou les mouvements anti-pub. Ces types de structures où l'organisation est moins hiérarchisée permet l'organisation d'actions coup de poing, immédiates. Au-delà de la diff' de tract et de l'interv' en amphi, il nous faut intégrer ce caractère spontané d'organisation militante si nous souhaitons accroître notre réactivité.

Parce que plus de 60 ans après la Charte de Grenoble, l'UNEF se souvient de sa mission : « en tant qu'intellectuel, l'étudiant à le devoir de définir, propager et défendre la vérité », il est de notre devoir de faire en sorte que tous les engagements puissent se retrouver au sein de notre organisation afin qu'il n'y ait aucun exclus a priori du militantisme. Une organisation où chacun à sa place, voilà l'enjeu à ce tournant de notre histoire afin de pouvoir opposer, à ceux qui tentent de nous imposer la division et le repli, notre profond désir d'universalisme !



Contribution au débat par Ahmed Méguini, journaliste militant



Les mouvements du printemps dernier ont mobilisés l'ensemble de la jeunesse qu'elle fut favorable ou non au projet de contrat première embauche. Une jeunesse qui a su montrer sa force et sa détermination dans un mouvement complexe où les motivations nombreuses se transformèrent rapidement en une plateforme de revendications précises et ambitieuses. Nous avons vu des leaders syndicaux à l'exemple de Karl Stoeckel et de Bruno Julliard se transcender dans l'action entraînant avec eux l'ensemble de leur syndicat respectif. Ils ont été capable de représenter bien plus largement que les seuls adhérents de l'UNEF ou de l'UNL. Une jeunesse en première ligne face à la politique violente des gouvernements qui se sont succédés ces cinq dernières années. Avec le même courage, les lycéens qui avaient déjà payé un lourd tribut lors des mobilisations de 2005 sont revenus dans celles de 2006 avec une motivation intacte, je les salue ici.



Lors des manifestations étudiantes et lycéennes de ces dernières années nous avons vu naître un phénomène inquiétant et sans précédent. J'ai vu à Paris des jeunes venant des quartiers populaires et il faut le dire, majoritairement originaire d'Afrique et d'Afrique du nord, frapper des manifestants dans les cortèges avec une violence inouïe dans le but de les détrousser. J'ai tenté avec de recevoir des m'a dit : « mais vous votre CPE, vous n'en nous ». Avait-il rien aurons-nous le prochaine fois ? Il rassembler la ponts si souvent populaires. Ce pour laisser seuls nos représentants politiques face au désespoir des banlieues. Notre génération à devant elle la lourde responsabilité de tout réinventer, un nouveau paradigme, de nouvelles règles du jeu. Nous aurons juste assez de toutes nos forces rassemblées.

« Nous sommes une génération charnière, quels que soient nos choix leurs conséquences seront historiques. »

d'autre de leur parler, avant coups à mon tour l'un d'eux quand vous aurez fini avec n'aurez plus rien à foutre de raisons ? si nous ne faisons droit de nous en plaindre la est urgent de savoir jeunesse, de jeter enfin ces théorisés vers les quartiers problème est bien trop sérieux

Une nouvelle règle du jeu passe par notre façon d'aborder la politique, nous devons rompre avec les méthodes de nos aînés, faire de l'éthique la règle et non l'exception comme c'est le cas aujourd'hui. Nous devons inventer de nouvelles formes d'organisation et exiger le meilleur, ne jamais se satisfaire du possible. Le rêve d'abord, puis mettre en forme le monde que nous méritons. Notre responsabilité est énorme, nous sommes une génération charnière, quels que soient nos choix leurs conséquences seront historiques. Joyeux anniversaire l'UNEF!



La nécessité du combat écologique

A l'heure où le débat écolo semble au cœur de l'actualité, tant dans le débat sociétal avec récemment le « Pacte Ecologique » de Hulot ou encore avec l'implantation lente mais progressive de Fac Verte dans le milieu étudiant, notre organisation se doit de prendre position. Si les revendications écolos semblent simples au premier abord, il serait un tort de laisser la réflexion entamée sur l'écologie et le développement durable à la marginalité. Il faut nous rendre à l'évidence de la juxta mise en relief du caractère social que représente la fin du débat environnemental.



Parce que le système proposé est perain, porteur d'avenir, nous devons considérer le développement durable comme une mesure sociale. Nous ne pouvons laisser l'exclusivité de la réflexion environnementale à des organisations étudiantes rusan de la marginalisation des préoccupations écolos comme stratégies électoralistes. Le souci d'un avenir meilleur, à tous les niveaux, doit être l'affaire de tous. Le mode de vie des pays industrialisés auquel aspirent les pays en développement doit être repensé, les solutions techniques pour stopper le réchauffement climatique existent mais leur mise en œuvre nécessite une volonté qui pour l'instant fait défaut. L'accès à un

environnement sain est une richesse qui doit être accessible à tout individu, afin de lui offrir une approche plus saine de cadre de vie.

La problématique du développement durable est devenue incontournable. La concrétisation immédiate de telles mesures doit s'intégrer à notre projet syndical. Elle peut prendre forme à travers l'exigence de critères de développement durable comme condition sine qua none de tout nouveau projet de construction ou de réhabilitation d'une cité U... L'application de telles mesures sur les cités universitaires n'annihilerait pas la capacité d'accueil de nos cités U et ferait profiter les étudiants d'un cadre de vie plus adapté.

A l'heure où beaucoup veulent nous faire croire qu'il suffirait de pouvoir acheter plus pour remédier à la misère, peut être pouvons nous prendre un peu de recul dans cette société où consommer semble être impératif et envisager pour notre planète des solutions plus réfléchies, solidaires, au long terme. Au-delà du consommer plus, le consommer mieux est indispensable si nous souhaitons améliorer nos conditions de vie de façon durable. Puisqu'à ce qu'il paraît le monde ne nous est pas légué par nos aînés, mais confié par nos enfants, économisons nous un peu... Plus que la quantité, exigeons la qualité, seule promesse d'un avenir accessible pour chacun !



Quel avenir pour l'Université ?

Professionalisation, sélection, compétition, valorisation des diplômes... Telles sont les principales pistes de réflexion développées quant à l'évolution de l'Université. Avec la création des PRES, des pôles de compétitivité, la concurrence entre les établissements d'enseignement supérieur, et donc entre leurs étudiants, se développe de plus en plus. Il est question de diplômes et d'enseignements délivrés de façon sélective, déjà parle-t-on de sélection en fin de L3, de tests à l'entrée de L1, et le nouveau profil de l'Université se dessine : élitiste. De la rareté semblerait naître la qualité...

A cette logique, nous répondons valeur des diplômes par leur qualité. Révolution pédagogique supprimant l'étudiant « script », travail en petit groupe, développement d'une autonomie intellectuelle et d'une réflexion personnelle, autant de particularités qui fondent la qualité des enseignements délivrés, et de fait, celle du diplôme qui en est issu.

Nous ne pouvons accepter une mission unique de rentabilisation de chaque formation dispensée par l'Université. A cette volonté de développer une Université ayant pour seul but la professionnalisation de ses étudiants, nous répondons que nous voulons avant tout une Université vecteur de tous les savoirs pour tous et pleinement émancipatrice, au-delà du cadre limité du temps salarié. En effet le cadre professionnel ne peut représenter à lui seul l'aboutissement des études suivies au sein des établissements d'enseignement supérieur.

Bien sûr les taux aujourd'hui ravageurs du chômage dans notre société et chez les jeunes en particulier, orientent forcément le choix des étudiants. Mais si beaucoup d'étudiants choisissent

l'université comme chemin d'insertion professionnel car génératrice de compétences générales exploitables dans tous les milieux, il n'est pas possible de la cantonner à ce seul rôle. Ce serait écarter toute volonté personnelle de développer un esprit critique et autonome, de s'instruire, d'Apprendre. Ce serait valider l'idée que l'Université n'est qu'une structure formatrice de travailleurs, en oubliant l'élément majeur qu'est l'aspect intellectuel émancipateur des formations dispensées.

Au delà de ce qui est plus qu'un choix fait de bon sens et de rationalité quant à l'intégration future de l'étudiant dans le monde du travail, nous ne pouvons que d'autant plus être convaincus par la nécessité de l'instauration d'une allocation universelle, seule garant d'un « choix de cœur » pour une formation.

Nous refusons d'abandonner l'enseignement professionnel aux établissements privés, élitistes... Et l'accompagnement vers la professionnalisation doit être intégré au sein d'un système unifié d'enseignement supérieur par le biais des universités.

Mais nous refusons pour autant toute dérive d'un système tayloriste de transmission de la connaissance. L'Université doit être et rester avant tout, non pas un moyen de transformation rentable du savoir mais bel et bien un outil universel d'échange et de transmission, citoyen!



Regard sur les cités U

Ce 80^{ème} Congrès de l'UNEF est l'occasion de revenir sur 100 ans de syndicalisme étudiant. L'occasion de se souvenir des nombreuses victoires de l'UNEF, c'est aussi pour nous l'occasion de se rappeler de toutes ces structures créées par notre syndicat, disparues ou actuelles.



A l'heure où les institutions publiques semblent peu à peu abandonner les plus précaires à la ghettoïsation, où le manque de moyens des

CROUS pour un investissement de qualité dans ces résidences se fait de plus en plus ressentir, l'implantation forte d'une structure étudiante, universelle, métissée, de proximité dans les cités U semble plus que jamais indispensable. La FERUF (Fédération des Etudiants en Résidences Universitaires de France) fait parti de ces structures, créées par l'UNEF. Si il nous semble loin le temps où cette organisation rattachée à l'UNEF tenait ses propres congrès, la FERUF continue d'exister, il ne tient qu'à nous de la faire vivre avec toute l'ampleur que nous devons lui donner.

L'existence d'un engagement militant spécifique aux cités universitaires permet un investissement plus précis, quotidien sur le terrain. Il permet également de faire revivre les conseils de résidence, qui sont bien souvent, à tort, négligés. Car en effet, plus qu'un G.O. (*Gentil Organisateur*) du Club Med, cantonné à l'organisation de soirées, l'élu au conseil de résidence constitue un médiateur privilégié entre l'étudiant et l'institution du CROUS.

En abandonnant peu à peu la tradition d'un investissement spécifique dans les cités universitaires par le biais de la FERUF, l'UNEF prendrait le risque d'abandonner le terrain aux organisations communautaires, d'étudiants se présentant comme plus à l'écoute et qui apparaissent comme de proximité pour les étudiants des différentes cités universitaires. Des associations religieuses, tel que EMF qui elles s'organisent et tendent à se développer de manière importante. Dans l'obscurité la plus totale, elles prônent le repli sur soi, en opposition avec notre vision d'une société métissée.

Puisque ce congrès est l'occasion pour nous de dégager de nouvelles perspectives, nous devons faire preuve de rigueur pour redonner un nouveau souffle à la FERUF. Etre doté d'une organisation forte d'étudiants en résidences universitaires permet non seulement une réelle activité quotidienne, riche et précise en cité U, mais aussi la possibilité d'interventions plus étendue que le champ strict de l'intervention de l'UNEF (manifestations culturelles, fêtes...). Enfin cette présence est obligatoire pour mieux comprendre les problèmes actuels tels que la crise de logement, la salubrité des cités U, la détresse des étudiants... Par un militantisme étudiant diversifié, permettant un investissement dans tous les domaines via des structures vivantes, fortes, telle que la FERUF et regroupées au sein de l'UNEF, notre organisation tient la promesse d'une organisation toujours plus représentative d'étudiants aux mieux et sur tous les fronts représentés !

